

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 21247 C
Inscrit le 12 avril 2006

Audience publique du 22 juin 2006

**Appel formé par
Monsieur XXX XXX, XXX
contre un jugement du 29 mars 2006 (n° 20080 du rôle)
en matière d'impôt sur le revenu**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 21247C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 12 avril 2006 par Maître Gaston Vogel, avocat à la Cour, au nom de Monsieur XXX XXX, fonctionnaire de l'Etat en retraite, domicilié à L-XXX, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 29 mars 2006 (n° 20080 du rôle) ayant déclaré recevable mais non fondé son recours en réformation dirigé contre le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2000 émis par le bureau d'imposition Capellen de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes en date du 6 février 2004, en ce que les 9/10^{èmes} du mémoire d'honoraires de son mandataire dans les affaires l'ayant opposé au ministère public n'ont pas été retenus comme charges extraordinaires ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 12 mai 2006 par Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris ;

Où le premier conseiller en son rapport à l'audience publique du 15 juin 2006, lors de laquelle Maître Frédéric Mioli, en remplacement de Maître Gaston Vogel, et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein se sont rapportés aux écrits respectifs de leurs parties.

Par courrier de son mandataire du 5 mars 2004 Monsieur XXX XXX présenta auprès du directeur de l'administration directes ci-après « *le directeur* » un « *recours gracieux préalable au recours devant le tribunal administratif* » dirigé à l'encontre du décompte établi suite à l'émission en date du 6 février 2004 du bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2000 par le bureau d'imposition de Capellen de la section des personnes physiques de ladite administration.

La réclamation de Monsieur XXX porte sur ce que les frais d'avocat résultant d'un mémoire d'honoraires du 5 juin 2000 d'une hauteur totale de 1.712.145,- Luf, dont 1.237.145,- Luf réglés en 2000, n'ont pas été pris en compte en tant que charge extraordinaire au sens de l'article 127 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR), abstraction faite de l'amende pénale prononcée. Le directeur est invité à revoir « *le décompte litigieux* » dans le cadre du recours gracieux ainsi désigné. Une première requête devant le tribunal administratif datée du 25 février 2005 a été déclarée irrecevable suivant jugement non appelé du 13 juin 2005 (n° 19368 du rôle).

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 8 juillet 2005, Monsieur XXX a fait introduire un recours inscrit sous le numéro 20080 du rôle, tendant à la réformation du bulletin d'imposition précité du 6 février 2004, tout en énonçant qu'il y aurait lieu de retenir comme charge extraordinaire les 9/10^{ièmes} du mémoire d'honoraires litigieux s'élevant, pour l'année 2000, à 1.237.145,- Luf, soit 30.668,02 €, étant constant que sa réclamation n'a été rencontrée par aucune réponse directoriale jusque lors. Par jugement du 29 mars 2006, le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement, a déclaré le recours en réformation recevable pour, au fond, le dire non justifié et en débouter le demandeur avec charge des frais. Après avoir dégagé qu'en l'espèce l'une des conditions posées par l'article 127 LIR, à savoir le caractère inévitable de la charge, était en discussion, le tribunal, en suivant en cela les conclusions du délégué du Gouvernement, de retenir que dans la mesure où les faits ayant apporté une condamnation à l'encontre du demandeur et ceux pour lesquels il y a eu acquittement étaient en l'espèce étroitement liés, le recours en réformation n'était pas fondé pour défaut du caractère inévitable vérifié dans le chef de la charge invoquée.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 12 avril 2006 par Maître Gaston Vogel, avocat à la Cour, Monsieur XXX XXX sollicite la réformation du jugement entrepris du 29 mars 2006 pour voir dire par réformation du bulletin d'imposition déféré au fond « *qu'il y a lieu de retenir comme charge extraordinaire les 9/10^{ièmes} du mémoire d'honoraires litigieux s'élevant à 1.237.145,- Luf, soit 30.668,02 €* » avec condamnation de la partie publique à tous les frais et dépens des deux instances. L'appelant de requérir encore l'allocation d'une indemnité de procédure de l'ordre de 2.000,- € (deux mille) « *au vœu de l'article 131-1 du code de procédure civile* ».

A l'appui de son appel Monsieur XXX de faire valoir qu'ayant été acquitté de 41 inculpations sur 45, il serait en droit de soutenir que la condition de l'inévitabilité d'une dépense appropriée est parfaitement donnée en l'espèce. Il tomberait sous le sens qu'il a dû se défendre contre 41 chefs d'accusation dont il serait établi qu'ils n'étaient donnés ni en fait, ni en droit. Le tribunal aurait eu tort de relever pour certains de ces chefs l'existence d'un doute et pour d'autres la prescription, le résultat ayant à chaque fois été le même, à savoir l'acquittement. Le doute et la prescription ne toléreraient pas les commentaires des premiers juges qui, implicitement, auraient fait comprendre que l'accusation eût été néanmoins justifiée. Il en serait de même pour les considérants relatifs aux témoins décédés alors qu'il n'appartiendrait pas au tribunal administratif de supputer sur des dépositions jamais reçues échappant nécessairement à la connaissance de quiconque. En ne prenant pas en compte les

9/10^{èmes} du mémoire d'honoraires dont il s'agit, se rapportant aux 41 accusations pour lesquelles le juge pénal a retenu la relaxe, le jugement *a quo* violerait de façon flagrante le droit de la proportionnalité, lequel serait le pilier fondamental de toutes justice et équité.

Suivant le mémoire en réponse déposé par Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie Klein au greffe de la Cour administrative le 12 mai 2006, l'Etat de préciser que le caractère d'inévitabilité actuellement en discussion au regard des conditions d'application de l'article 127 LIR, signifierait que le contribuable ne puisse se soustraire à la charge en question pour des raisons matérielle, juridique ou morale. Tout au moins en cas de condamnation pour crime ou délit on pourrait douter que le contribuable n'eût pu éviter la charge des honoraires d'avocat par un comportement plus conforme aux lois, abstraction faite des considérations que la jurisprudence a tirées de l'ordre public. Le délégué du Gouvernement de faire valoir qu'au nom de la présomption d'innocence, la jurisprudence allemande tendrait à admettre le caractère inévitable des honoraires de l'avocat de la défense, à moins qu'il n'y ait condamnation, mais que la qualification d'« *inévitale* » ne profiterait à l'acquittement partiel que s'il n'y avait pas de rapport entre les faits pour lesquels il y a eu acquittement et ceux pour lesquels il y a eu condamnation. Après avoir résumé les motifs du jugement entrepris, ainsi que les moyens d'appel, le représentant étatique de conclure qu'il appartiendrait à la Cour d'apprécier le lien entre les condamnations et les acquittements intervenus au pénal, ainsi que la prétendue violation de la proportionnalité imputée aux premiers juges.

Considérant que l'appel est recevable pour avoir été introduit suivant les formes et délai prévus par la loi ;

Considérant qu'au fond c'est à juste titre que les premiers juges ont retenu le principe que les frais d'avocat exposés en vue d'assurer la défense pénale d'un contribuable prévenu sont susceptibles de constituer des charges extraordinaires au sens de l'article 127 LIR, si les conditions y prévues sont remplies ;

Considérant que c'est encore à bon droit que le tribunal a retenu qu'en l'espèce seule une des conditions se trouve en discussion, à savoir le caractère inévitable de la charge ;

Considérant que l'action publique pour l'application des peines est exercée au nom de la collectivité nationale et le régime des frais y afférents est appelé à déterminer corollairement celui de la reconnaissance en tant que charge extraordinaire, plus particulièrement au regard du caractère inévitable de la charge, des frais d'avocat exposés dans l'intérêt de la défense du prévenu ;

Considérant que chaque fois que le prévenu est acquitté, absous ou renvoyé des poursuites, il est indemne de la débetion des frais, de sorte que corollairement les frais d'avocat afférents à la défense du prévenu sont à considérer comme inévitables dans le cadre de l'article 127 LIR ;

Considérant que d'après l'article 194 du code d'instruction criminelle (cic) « *tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement*

responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais même envers la partie publique. Les frais seront liquidés par le même jugement » ;

Considérant que les dispositions de l'article 194 cic, applicables aux chambres correctionnelles sont communes aux chambres criminelles, conformément à l'article 222 cic ;

Considérant que si dans une instance pénale, toisée par une chambre criminelle ou correctionnelle, il est intervenu un jugement de condamnation définitif rendu contre le prévenu, celui-ci emporte, d'après les dispositions de l'article 194 cic, condamnation du prévenu aux frais, même envers la partie publique, de sorte que corollairement les frais d'avocat afférents à sa défense ne sauraient être mis à charge de la collectivité publique ;

Que plus particulièrement au regard de ces frais d'avocat, la charge n'est pas considérée comme inévitable, le prévenu ayant pu l'éviter par un comportement plus conforme aux lois, ce plus précisément en cas d'infraction intentionnelle ;

Considérant que le cas de figure d'un jugement comportant à la fois acquittement de certains chefs d'inculpation et condamnation pour d'autres, rentre, pour ce qui est du régime des frais, sous les prévisions de l'article 194 cic en tant que jugement de condamnation, la loi luxembourgeoise, contrairement à certaines dispositions légales allemandes successivement en vigueur, ne distinguant point à cet escient ;

Que dès lors les applications jurisprudentielles allemandes en matière de charges extraordinaires, s'appuyant sur le régime des frais de la « *Strafprozessordnung (StPO)* », ne sont pas transposables comme telles au Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant qu'il est constant qu'à travers le jugement non appelé du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, chambre correctionnelle, du 10 mars 2003, l'appelant a été condamné du chef des infractions à l'article 246, alinéa premier du code pénal contre lui retenues, comme auteur ayant reçu en tant que fonctionnaire des dons pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, aux peines d'emprisonnement et d'amende y retenues « *ainsi qu'aux frais de sa mise en jugement, ces frais liquidés à 3.265,96 €, et aux frais de recherches bancaires, ces frais liquidés à 6.353,71 €* » ;

Considérant qu'il est patent que le jugement définitif de condamnation du 10 mars 2003 en question a emporté dans le chef de Monsieur XXX condamnation aux frais conformément aux dispositions de l'article 194 cic, en sorte que les frais d'avocat relatifs à sa défense pénale ne sont point à qualifier de charges extraordinaires au sens de l'article 127 LIR, leur caractère inévitable n'étant plus particulièrement pas vérifié ;

Considérant qu'au vu des développements qui précèdent et ceux non contraires des premiers juges, force est à la Cour de déclarer l'appel non justifié et d'en débouter Monsieur XXX .

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant contradictoirement ;

reçoit l'appel en la forme ;

au fond le dit non justifié ;

partant en déboute l'appelant ;

confirme le jugement entrepris ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi jugé par :

Marion Lanners, présidente,
Francis Delaporte, premier conseiller, rapporteur,
Henri Campill, conseiller,

et lu par la présidente en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny May.

le greffier en chef

la présidente